

COMMISSION PERMANENTE DU 22 SEPTEMBRE 2021

Rapport n° CP 2021-428

AIDES D'URGENCE POUR HAÏTI ET L'ALGERIE

Amendement

Un article supplémentaire ainsi rédigé est ajouté à la délibération :

« **Accueil et intégration des réfugiés afghans présents en Ile-de-France**

S'engage à participer financièrement à l'accueil digne et à l'intégration des réfugiés afghans présents en soutenant les associations et les collectivités concernées. »

Exposé des motifs

Pour un accueil digne et pour l'intégration des réfugiés afghans

L'actualité internationale de l'été 2021 a été marquée par plusieurs événements dont le séisme du 14 août en Haïti, des incendies mortels en Algérie et dans le bassin méditerranéen mais aussi par la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan.

Suite au retrait des troupes américaines, des dizaines de milliers de civils ont tenté de fuir le régime en cours d'installation en Afghanistan. La France a procédé à l'évacuation de la quasi-totalité de ses ressortissants ainsi que près de 3 000 Afghans. Par ailleurs, les Afghan.es constituent depuis 2019 la première nationalité sollicitant le droit d'asile en France.

De nombreuses collectivités et élu.es se sont déclarés volontaires pour accueillir des réfugiés à l'image de Saint-Germain-en-Laye, Magny-les-Hameaux, Alfortville ou de Fontenay-sous-Bois. Plusieurs associations ont fait part de leur disponibilité à l'image de l'Association nationales des villes et territoires accueillants (Anvita) et l'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (Uccas).

Des réfugiés afghans se trouvent actuellement dans huit communes d'Ile-de-France selon le délégué interministériel à l'accueil et à l'intégration des réfugiés. Les conditions d'accueil restent précaires et transitoires. Des chaînes de solidarité se sont organisées localement, en lien avec des associations, les communes et des collectifs citoyens.

Il est demandé à la Région de soutenir financièrement ces dynamiques associatives et d'accompagner l'intégration des afghans dans notre région notamment par le soutien de structures facilitant l'accès au droit d'asile.

Ghislaine SENEÉ

Maxime DES GAYETS

Paul VANNIER

Céline MALAISÉ